

Prêts aidant aux opérations de pêche—Loi

prêts garantis ont été effectivement consentis sur la côte du Pacifique? Que dire des pêcheurs de l'Atlantique? Ils ne savaient rien du programme, ils en ignoraient même l'existence. Pourquoi? Dieu sait si le gouvernement a dépensé des millions de dollars pour faire de la réclame en faveur du tarif du Nid-de-Corbeau?

M. Cosgrove: Et vous nous avez critiqués.

M. Whelan: Vous auriez pu le mentionner dans vos envois collectifs.

M. Forrestall: Depuis 18 ans ou encore depuis que ce programme existe je n'ai jamais obtenu la moindre donnée sauf ce que j'ai trouvé ce matin en consultant les prévisions budgétaires pour voir quels étaient les fonds alloués à la région de l'Atlantique. Le gouvernement, comme les établissements de prêt, est coupable en ce qui concerne ce programme.

Je conviens que nous devons abaisser le niveau auquel les prêts sont garantis. En 1983, au taux courant, des prêts d'une valeur inférieure à huit ou neuf millions de dollars auront besoin des garanties du gouvernement. Il est irréaliste d'offrir des garanties pour plus de 100 millions de dollars. Pourquoi le niveau des garanties est-il si élevé et celui des prêts si bas? Le gouvernement a institué un programme parce qu'il était opportun pour un des ministres à un moment donné de pouvoir dire: «Nous garantissons les prêts aux pêcheurs.» C'était de l'opportunisme politique. Je suis heureux de voir en Chambre une couple de rapides. C'est très commode.

● (1530)

Les gens d'Eastern Passage, le dernier groupe de pêcheurs du port de Halifax, qui est un des grands ports du monde, essaient depuis huit ans d'avoir un nouveau quai. Les programmes qui leur auraient accordé des crédits à cette fin, on ne les leur a jamais fait connaître. Ils en ignoraient tout. Une fois que le député de South West Nova (M^{lle} Campbell) a pris sa part de l'assiette au beurre, et que les autres distingués députés libéraux ont aussi pris leur part, il n'y a plus rien pour le reste de la province. Nous ne sommes pas les premiers, les deuxièmes ou les troisièmes à être mis au courant, nous sommes les derniers. Donc, oui, j'accuse le gouvernement de tromperie délibérée à l'occasion des programmes comme celui-ci. Les pêcheurs du Canada atlantique n'étaient pas au courant, on ne les a pas informés et ils continuent d'ignorer les avantages qu'il y a à traiter de façon privée, à pouvoir se décider par soi-même. Qui tient à emprunter au gouvernement, quand cela peut se faire dans de bonnes conditions auprès des établissements de crédit?

Ces gens ont besoin d'aide, pas de subventions. Ils ne veulent pas emprunter de l'argent et laisser le gouvernement le rembourser à leur place. Ce sont des gens indépendants, des citoyens canadiens honnêtes, vaillants et industriels.

C'est là une préoccupation, monsieur le Président, que nous avons au sujet de ce projet de loi. Nous allons sans aucun doute l'adopter. Comme l'a dit plus tôt mon collègue, le député de Moose Jaw (M. Neil), nous nous inquiétons en fait des irrégularités qui se produisent à la Chambre à l'occasion, comme ces affaires du tarif du Pas du Nid-de-Corbeau et de

Canagrex et tous les autres projets de loi qui n'ont aucun sens. Quel avantage comporte le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau pour l'est du Canada? Qu'advient-il de la loi sur les taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes? Qu'arrive-t-il au CN et à la société CAST? Je voudrais bien avoir pu poser cette question au ministre plus tôt aujourd'hui, monsieur le Président.

M. Pepin: Faites-le lundi.

M. Forrestall: Je crois que les données au sujet des emprunts effectués en vertu de cette loi qui ont été portées au compte rendu par le ministre montrent clairement qu'il n'y aura aucune complicité à cet égard. Il n'y aura aucune grande campagne de publicité à l'intention de n^{os} 40,000 pêcheurs. Ils s'en moquent bien.

Le ministre de l'Agriculture est ici. Où est donc le ministre des Pêches (M. De Bané)? En train de pêcher en eau trouble?

M. Pepin: Il annonce un programme dans les Maritimes.

M. Tobin: Il travaille avec assiduité.

M. Forrestall: Oui, j'ai lu l'article du *Financial Post*. Il dispose d'une des plus grosses assiettes au beurre de tous les temps: de un demi-milliard à un milliard de dollars pour restructurer les activités de la côte Est. Nul doute que ces travaux s'imposent, mais je voudrais voir ce que M. Kirby fera avant que ce ne soit terminé.

Je voudrais faire un autre commentaire très sérieux, monsieur le Président, à propos de ce projet de loi. En vertu des dispositions législatives autorisant le gouvernement à garantir des prêts aux pêcheurs, on a eu recours à un pouvoir général cité dans la loi sur les prêts aidant aux opérations de pêche, pouvoir qui existe depuis fort longtemps et qui peut être utilisé pour les étudiants, les prêts agricoles et une vaste gamme de domaines où le gouvernement intervient pour répondre aux besoins des gens. Mais on vient d'insérer un terme très simple qui, s'il est interprété étroitement, pourrait causer des difficultés aux pêcheurs canadiens qui tentent d'obtenir des prêts consentis ou garantis par le gouvernement. Il s'agit du terme «peut». En vertu de cette modification le gouvernement peut refuser d'effectuer un paiement relativement à un prêt si certaines règles n'ont pas été respectées précisément.

M. Tobin: Comme les banques.

M. Forrestall: Même les banques ne sont pas aussi cruelles que les députés libéraux. Ils se sont donné le pouvoir de refuser de garantir des prêts. Si j'étais pêcheur sur la côte ouest, je ne me laisserais pas faire de cette façon.

M. Whelan: S'ils obtiennent un contrat, ils n'auront pas à s'inquiéter.

M. Forrestall: Je remarque que le ministre de l'Agriculture n'a pas prévu ce terme dans la loi relative à la Commission des prêts agricoles. Ce terme n'y figure pas, n'est-ce pas? Admettez-le.

M. Whelan: Nous faisons beaucoup de...

M. Forrestall: Admettez-le. Il ne s'y trouve pas. Le ministre de l'Agriculture a eu au moins l'extrême générosité de ne pas laisser, dans sa propre loi, une porte ouverte qui permettra au gouvernement de revenir sur sa promesse de garantir des prêts.